

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS113/33

15 mai 2003

(03-2608)

Original: anglais

CANADA – MESURES VISANT L'IMPORTATION DE LAIT ET L'EXPORTATION DE PRODUITS LAITIERS

Notification de la solution convenue d'un commun accord

La communication ci-après, datée du 9 mai 2003, adressée par la Mission permanente du Canada et la Mission permanente de la Nouvelle-Zélande au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 3:6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le 17 janvier 2003, l'Organe de règlement des différends de l'OMC (ORD) a adopté les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel sur l'affaire *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers: Deuxième recours de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord (WT/DS113/RW2 et WT/DS113/AB/RW2)*. Conformément à l'article 3:6 du Mémorandum d'accord sur les règles et les procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord), les gouvernements canadien et néo-zélandais ont l'honneur de notifier à l'ORD qu'ils sont arrivés à une solution convenue d'un commun accord pour régler les questions soulevées par la Nouvelle-Zélande dans ce différend.

La solution convenue d'un commun accord comprend les éléments suivants:

1. Le Canada confirme que les provinces de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Québec ont modifié leurs réglementations respectives et éliminé le programme concernant le lait d'exportation commerciale (LEC) au niveau provincial à compter du 30 avril 2003.

2. Le Canada confirme que toutes les modifications consécutives des réglementations, au niveau du gouvernement fédéral, liées à l'élimination du programme LEC seront effectuées aussi rapidement que possible et s'engage à achever ce processus pour le 1^{er} août 2003.

3. Le Canada confirme que, pour la campagne de commercialisation qui a commencé le 1^{er} août 2002, il ne dépassera pas ses engagements de réduction des subventions à l'exportation qu'il a souscrits dans le cadre de l'OMC pour le beurre et le lait écrémé en poudre. En ce qui concerne le fromage et d'autres produits laitiers, étant donné l'existence de contrats LEC de longue durée au moment de la publication du rapport de l'Organe d'appel de l'OMC en décembre 2002, le Canada dépassera les engagements de réduction des subventions à l'exportation qu'il a souscrits dans le cadre de l'OMC pour ces produits durant la campagne de commercialisation qui a commencé le 1^{er} août 2002. Cependant, le Canada confirme que, à la suite de la publication du rapport de l'Organe d'appel, il a pris immédiatement des dispositions pour empêcher tout nouveau contrat LEC, ce qui fait qu'aucun nouveau contrat LEC n'a été conclu après le 31 décembre 2002. En outre, le Canada accepte

./.

de ne plus délivrer de nouveaux permis au titre de la classe spéciale de lait 5 d) ou de tout autre programme portant octroi de subventions à l'exportation pour le fromage et d'autres produits laitiers pour le reste de la campagne de commercialisation qui a commencé le 1^{er} août 2002. Le Canada note que, le 4 avril 2003, il a fourni à la Nouvelle-Zélande des estimations, fondées sur une enquête auprès de la branche de production, indiquant que les exportations de fromage et d'autres produits laitiers pour lesquels des subventions à l'exportation seraient accordées pour la campagne de commercialisation qui a commencé le 1^{er} août 2002 seraient approximativement de 13 000 et de 62 000 tonnes métriques, respectivement.

4. Le Canada confirme que, pour la campagne de commercialisation commençant le 1^{er} août 2003 et par la suite, les exportations, par le Canada, de produits laitiers pour lesquels des subventions à l'exportation ont été accordées ne dépasseront pas les quantités ni les dépenses budgétaires spécifiées dans sa Liste OMC.

Compte tenu de ce qui précède et de l'engagement pris par le Canada de respecter ses obligations au titre de l'*Accord sur l'agriculture*, telles qu'elles ont été clarifiées par les recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend, la Nouvelle-Zélande retire la demande (WT/DS113/17) adressée à l'ORD conformément à l'article 22:2 du Mémorandum d'accord en vue d'être autorisée à suspendre, à l'égard du Canada, l'application de concessions tarifaires et d'obligations connexes au titre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 portant sur des échanges d'un montant de 35 millions de dollars EU sur une base annuelle. La Nouvelle-Zélande ayant retiré sa demande au titre de l'article 22:2 du Mémorandum d'accord, le Canada retire la demande (WT/DS113/18) d'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord adressée à l'ORD, dans laquelle il contestait le niveau de la suspension des concessions tarifaires et d'autres obligations au titre du GATT de 1994 proposée par la Nouvelle-Zélande.

La présente lettre est sans préjudice des droits et des obligations du Canada et de la Nouvelle-Zélande.

Pour le Canada:

Pour la Nouvelle-Zélande:

(s) Sergio Marchi
Ambassadeur

(s) Tim Groser
Ambassadeur
